

1917.

Nº 29.

GOUVERNEMENTSBLAAD

VAN DE

KOLONIE SURINAME.

**R E S O L U T I E** van 10 Mei 1917 No. 1588,  
bepalende de plaatsing in het Gouvernements-Blad van het  
Koninklijk besluit van 24 October 1916 (Staatsblad No. 481),  
houdende de bekendmaking van het op 30 September 1915  
te Parijs tusschen Nederland en Frankrijk gesloten Verdrag,  
strekkende tot regeling van de grens tusschen Suriname en  
Fransch-Guyana over een gedeelte der Marowijnerivier.

**DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,**

Gelezen de missive van den Minister van Kolonien, dd. 31  
Januari 1917, 10de Afdeeling No. 40/45, houdende uitnodiging  
om het op 30 September 1915 te Parijs tusschen Nederland en  
Frankrijk gesloten Verdrag, strekkende tot regeling van de grens  
tusschen Suriname en Fransch-Guyana over een gedeelte der Ma-  
rowijnerivier, bekend te maken door plaatsing in het Gouverne-  
ments-Blad van het in No. 481 van het Nederlandsch Staatsblad  
van 1916 opgenomen Koninklijk besluit van 24 October 1916;

Gelet op de Publicatie van 2 Augustus 1916 (G. B. No. 58);

Bepaalt:

dat voormeld Koninklijk besluit en de daarin bedoelde af-  
druk van het verdrag, alsmede van de vertaling daarvan, in het  
Gouvernements-Blad zal worden geplaatst, nevens afschrift van  
deze resolutie.

Paramaribo, 10 Mei 1917.

STAAL.

Uitgegeven den 18<sup>den</sup> Mei 1917.

*De Gouvernements-Secretaris,*

L. J. RIETBERG.

WIJ WILHELMINA, BIJ DE GBATIE GODS, KONINGIN DER NEDERLANDEN, PEINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ., ENZ., ENZ..

Gezien het op 30 September 1915 te *Parijs* tusschen *Nederland* en *Frankrijk* gesloten verdrag, strekkende tot regeling van de grens tusschen *Suriname* en *Fransch Guyana* over een gedeelte der Marowijnerivier, van welk verdrag een afdruk met vertaling bij dit Besluit is gevoegd ;

Overwegende dat bedoeld verdrag is goedgekeurd bij de wet van 24 Juni 1916 (*Staatsblad* n°. 304) en dat de akten van bekraftiging daarvan op 16 September daaraanvolgende te *Parijs* zijn uitgewisseld ;

Op de voordracht van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken van den 20sten October 1916, n°. 47788, Directie van het Protocol ;

Hebben goedgevonden en verstaan :

voorzegd verdrag en de vertaling daarvan te doen bekend maken door de plaatsing van dit Besluit in het *Staatsblad*.

Onze Ministers, hoofden van Departementen van Algemeen Bestuur, zijn belast, ieder voor zooveel hem betreft, met de uitvoering van hetgeen ten deze wordt vereischt.

's-Gravenhage, den 24sten October 1916.

WILHELMINA.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

J. LOUDON.

Uitgegeven den eersten November 1916.

De Minister van Justitie,

B. ORT.

## CONVENTION.

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas,

Le Président de la République Française ;

reconnaisant l'utilité de fixer conventionnellement la limite entre les colonies de *Suriname* et de la *Guyane française* dans la partie du fleuve frontière comprise entre l'extrémité septentrionale de l'île néerlandaise *Stoelman*, dite *Stoelmanseiland*, et l'extrémité méridionale de l'île française *Portal* ;

Ayant résolu de conclure une convention à cet effet, tout en se réservant de procéder ultérieurement à un règlement conventionnel de la limite en de hors de la partie susindiquée ;

Ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas :

Son Chambellan, M. le Chevalier DE STUERS, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près le Président de la République Française ;

Le Président de la République Française ;

M. THÉOPHILE DELCASSÉ, Député Ministre des Affaires Étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

### Article 1.

Sur la partie du cours du fleuve Marowijne (Maroni) comprise entre une ligne Ouest-Est tangente à l'extrémité septentrionale de l'île néerlandaise *Stoelman*, dite *Stoelmanseiland*, au Sud, et une ligne Ouest-Est tangente à l'extrémité méridionale de l'île française *Portal*, au Nord, la frontière entre les colonies

de Suriname et de la Guyane française est constituées par la ligne médiane des eaux ordinaires.

En conséquence, les îles situées dans cette partie du fleuve sont territoire néerlandais ou français, selon qu'elles sont situées en totalité ou du moins dans leur plus grande partie à l'ouest à l'est de la ligne médiane.

Les îles Langa-Tabiti et Paccarebo ou Blakkarebo sont en totalité territoires néerlandais et l'île Guidala est en totalité territoire français. Ces îles ne sont donc pas soumises à la règle énoncée à l'alinéa précédent.

Les deux Gouvernements contractants s'engagent à respecter les droits acquis par les nègres Bosch et les Indiens habitant les îles du fleuve.

#### Article 2.

La navigation est libre dans les eaux de la partie du fleuve Marowijne (Maroni) délimitée conformément à l'article premier. En conséquence, les marchandises, y compris l'or, remontant ou descendant cette partie du fleuve, transiteront librement dans les eaux de l'une et de l'autre nation, et seront dispensées de toute production de manifeste ou d'autres documents et de toute consignation de droits; ceux-ci ne devenant exigibles, s'il y a lieu, qu'au moment du débarquement.

Les personnes circulant sur les eaux de la partie du fleuve visée par la présente Convention ne pourront être aucunement inquiétées par les agents de l'une ou de l'autre nation, si ce n'est pour crimes ou délits de droit commun.

#### Article 3.

Aucun ouvrage d'utilité publique ou privée susceptible de modifier le régime hydrographique ou d'entraver la navigation ou le halage dans les eaux de la partie du fleuve Marowijne (Maroni), délimitée conformément à l'article premier, ne pourra être entrepris sans l'entente préalable des deux Gouvernements.

Toutefois, un tel accord préalable ne sera pas exigé pour l'installation sur l'une quelconque des rives d'appontements, de bassins, de cales, de chenaux et de tous travaux généralement quelconques, destinés à assurer le libre accès de la rive. Les installations de ce genre seront toujours permises sur chaque

rive l'administration publique, ainsi qu'aux bénéficiaires de concessions, à condition que ces derniers se conforment aux règlements édictés par le Gouvernement de la nation à laquelle appartient la rive intéressée.

#### Article 4.

Les concessions de dragages sont accordées de concert par les deux Gouvernements de la colonie de Suriname et de la Guyane française dans une même partie du fleuve délimitée, soit à un solliciteur unique, soit à un groupe unique de solliciteurs, de manière que la même exploitation puisse s'exercer dans la partie néerlandaise et dans la partie française des eaux qui sont en regard l'une de l'autre.

#### Article 5.

Les deux Puissances s'engagent à déterminer, aussitôt que possible, les formes dans lesquelles seront accordées par les deux Gouvernements les concessions de dragages, ainsi que les obligations qui seront imposées aux concessionnaires.

Il sera stipulé dans les concessions de dragages :

1o. Que toute quantité de minéral extraite dans la partie du fleuve délimitée conformément à l'article premier, sera réputée provenir pour moitié des eaux néerlandaises, et pour moitié des eaux françaises;

2o. Que les concessionnaires devront acquitter dans l'une et l'autre colonie tous les droits sur les minéraux édictés par les tarifs actuels ou futurs, proportionnellement à la quantité de minéral réputée extraite des eaux de chaque nation;

3o. Que les concessionnaires seront tenus de tolérer le halage le long du fleuve, et qu'ils devront se conformer à tous les règlements destinés à assurer la libre navigation.

#### Article 6.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à soumettre à la Cour permanente d'arbitrage de La Haye les différends

1917.

6

N° 29.

qui pourraient s'élever entre elles au sujet de l'application ou de l'interprétation de la présente Convention et qui n'auront pu être résolus par la voie diplomatique.

Dans chaque cas particulier, les Hautes Parties contractantes signeront un compromis spécial déterminant nettement l'object du litige, l'étendue des pouvoirs de l'arbitre ou du tribunal arbitral, le mode de sa désignation, la langue dont l'arbitre ou le tribunal arbitral sera usage et celles dont l'emploi sera autorisé devant eux, le montant de la somme que chacune des Hautes Parties contractantes aura à déposer à titre d'avance pour les frais, ainsi que les règles à observer en ce qui concerne les formalités et les délais de la procédure.

La présente Convention sera ratifiée et les actes de ratification seront échangés à Paris aussitôt que possible.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leur sceau.

Fait en double expédition à Paris, le 30 septembre 1915

(L. S.) A. DE STUERS.

(L. S.) DELCASSÉ.

7

1917.

N° 29.

VERTALING.

Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden,

De President der Fransche Republiek,

erkennende de wenschelijkheid om bij verdrag de grens vast te stellen tusschen de koloniën Suriname en Fransch Guiana over het gedeelte van de grens rivier begrepen tusschen het noordelijk uiteinde van het aan Nederland toe behorende Stoelmanseiland en het zuidelijk uiteinde van het aan Frankrijk toe behoorde eiland Portal;

besloten hebbende te dien einde een verdrag te sluiten, terwijl zij zich voorbehouden om later over te gaan tot eene regeling bij verdrag van de grens buiten het bovenaangegeven gedeelte;

hebben tot hunne Gevolmachtigden benoemd, te weten:

Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden:

Haren Kamerheer Ridder DE STUERS, HoogstDerzelver Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister bij den President der Fransche Republiek;

de President der Fransche Republiek:

den Heer THÉOPHILE DELCASSÉ, Afgevaardigde, Minister van Buitenlandsche Zaken;

die, na elkander hunne in goeden en behoorlijken vorm bevonden volmachten te hebben medegedeeld, zijn overeengekomen opens de volgende bepalingen

Artikel 1.

Over het gedeelte van den loop van de rivier de Marowijne

1917.

Nº 29.

(Maroni), begrepen tusschen eene lijn West-Oost, rakende aan het noordelijk uiteinde van het aan Nederland toebehoorende Stoelmanseiland, in het zuiden, en eene lijn West-Oost rakende aan het zuidelijk uiteinde van het aan Frankrijk toe behoorende eiland Portal, in het noorden, wordt de grens tusschen de koloniën Suriname en Fransch Guyana gevormd door de lijn loopende over het midden van het water bij normalen stand.

Mitsdien zijn de eilanden gelegen in dit gedeelte van de rivier Nederlandsch of Fransch grondgebied, naarmate zij in hun geheel of ten minste voor het grootste deel gelegen zijn ten Westen of ten Oosten van die lijn.

De eilanden Langa-Tabili en Paccarebo of Blakkarebo zijn geheel Nederlandsch grondgebied en het eiland Guidala is geheel Fransch grondgebied. Deze eilanden zijn dus niet onderworpen aan den regel vermeld in het vorige lid.

De beide verdragsluitende Regeeringen verbinden zich, de verkregen rechten van de Boschnegers en de Indianen, die de eilanden in de rivier bewonen, te eerbiedigen.

#### Artikel 2.

De scheepvaart is vrij op de wateren van het gedeelte van de rivier de Marowijne (Maroni), begrensd overeenkomstig artikel één. Mitsdien zullen de koopwaren, het goud inbegrepen, die dat gedeelte van de rivier op- of afgevoerd worden, vrijelijk over de wateren van het eene en het andere land worden doorgevoerd en vrijgesteld zijn van elke vertoonding van eenig manifest of van andere documenten en van elke storting van rechten; deze kunnen, voor zoover zij verschuldigd zijn, eerst gevorderd worden op het oogenblik van de ontscheping.

De personen, die de wateren van het in dit verdrag bedoeld riviergedeelte bevaren, zullen op geenerlei wijze kunnen worden lastig gevallen door de ambtenaren van het eene of het andere land, tenzij wegens misdrijven volgens het gemeene recht.

#### Artikel 3.

Geen werk van algemeen of bijzonder nut, dat wijziging kan brengen in den hydrographischen toestand dan wel de

1917.

Nº 29.

scheepvaart of het voorttrekken van schepen kan belemmeren in de wateren van het gedeelte van de rivier de Marowijne (Maroni), begrensd overeenkomstig artikel één, zal kunnen worden ondernomen zonder voorafgaande overeenstemming tusschen de beide Regeeringen.

Echter zal zoodanige voorafgaande overeenstemming niet vereischt worden voor den aanleg aan onverschillig welken oever van landingsbruggen, havens, scheepshellingen, vaargeulen en in het algemeen van alle werken, welke ook, bestemd om den vrijen toegang tot den oever te verzekeren. De aanleg van werken van dien aard zal altijd op elk der beide oevers goorloofd zijn aan het openbaar bestuur, alsmede aan houders van vergunningen, onder voorwaarde dat deze laatsten zich gedragen naar de regelingen, vastgesteld door de Regeering van het land aan hetwelk de betrokken oever toebehoort.

#### Artikel 4.

De baggerconcessies worden door de beide Regeeringen van de kolonie Suriname en van Fransch Guyana gezamenlijk verleend voor eenzelsde begrensd deel van de rivier, hetzij aan een enkelen aanvrager, hetzij aan eene enkele groep van aanvragers, in dier voege, dat hetzelfde bedrijf kan worden uitgeoefend in de naast elkander gelegen Nederlandsche en Fransche rivierhelften.

#### Artikel 5.

De beide Mogendheden verbinden zich om zoodra mogelijk vast te stellen den vorm, waarin de baggerconcessies door de beide Regeeringen zullen worden verleend, alsmede de verplichtingen, die aan de concessiehouders zullen worden opgelegd.

In de baggerconcessies zal worden bepaald:

1º. dat elke hoeveelheid delfstof in het overeenkomstig artikel één begrenste deel van de rivier gewonnen, zal beschouwd worden als afkomstig te zijn voor de helft uit de Nederlandsche wateren en voor de helft uit de Fransche wateren;

2º. dat de concessiehouders in elk der beide koloniën alle rechten op delfstoffen, vastgesteld bij de thans geldende of later vast te stellen tarieven, zullen moeten voldoen naar

verhouding van de hoeveelheid delfstof, die geacht zal worden te zijn gewonnen in de wateren van ieder land;

3o. dat de concessiehouders gehouden zullen zijn het voorttrekken van schepen over de rivier toe te laten en dat zij zich zullen moeten gedragen naar alle regelingen bestemd om de vrije scheepvaart te verzekeren.

#### Artikel 6.

De Hoge Verdragsluitende Partijen verbinden zich aan het Permanente Hof van Arbitrage te s-Gravenhage de geschillen te onderwerpen, die tusschen haar zouden kunnen rijzen terzake van de toepassing of de uitlegging van dit verdrag en die niet langs den diplomatieken weg zullen kunnen zijn opgelost.

In ieder afzonderlijk geval zullen de Hoge Verdragsluitende Partijen een bijzonder compromis tekenen, duidelijk omschrijvende het onderwerp van het geding, den omvang der bevoegdheden van den scheidsrechter of van het scheidsgerecht, de wijze van deszelfs benoeming, de taal die de scheidsrechter of het scheidsgerecht zal gebruiken en die waarvan voor hen gebruik gemaakt zal mogen worden, het bedrag der som die elk der Hoge Verdragsluitende Partijen zal moeten storten als voorschot op de kosten, alsmede de met betrekking tot de formaliteiten en de termijnen der procedure in acht te nemen regels.

Dit verdrag zal worden bekrachtigd en de bekrachtigingsoorkonden zullen zoodra mogelijk te Parijs worden uitgewisseld.

Ten lijke waarvan de wederzijdsche gevormachte volmachtigen dit verdrag hebben onderteekend en van hun zegel voorzien.

Gedaan in dubbel te Parijs, den 30sten September 1915.

(L. S.) A. DE STUERS.

(L. S.) DELCASSÉ.

Behoort bij resolutie van 10 Mei 1917 No. 1588.

*De Gouvernements-Secretarie,*

L. J. RIETBERG.